



Une forte aspiration au changement à vivre et travailler dignement

Après les élections présidentielles, la Cgt s'adresse aux salariés

Nicolas Sarkozy est élu Président de la République. Les organisations patronales, Medef et Cgpmc, s'en réjouissent d'ores et déjà et offrent leur concours à la mise en œuvre rapide des réformes qu'elles préconisent.

Des rendez-vous sont annoncés par le Président de la République et par le Medef.

Avec vous, la Cgt se donne pour objectif de formuler des propositions dans tous les lieux où les intérêts des salariés seront en jeu et de trouver ensemble les formes de mobilisations convergentes et solidaires qui nous permettront d'obtenir des résultats concrets immédiats, améliorant la vie et le travail de chacune et de chacun : salarié, privé d'emploi, retraité.

Vous avez manifesté durant cette période électorale une forte aspiration au changement. Elle s'est traduite par :

- l'importante participation à l'élection présidentielle qui illustre le très vif intérêt que les citoyens portent à la politique. Cette vitalité démocratique est porteuse d'espoir ;
- de nombreuses mobilisations syndicales pour les salaires, l'emploi, la santé, les conditions de travail, les libertés, le respect, la dignité, les services publics, le logement, l'environnement, l'avenir de notre planète ... Ces luttes rassemblées, unitaires révèlent une très forte aspiration à la reconnaissance du travail et des qualifications à travers l'augmentation sensible des salaires et une réelle évolution des carrières.

Elles traduisent aussi le refus des inégalités sociales et dénoncent la mauvaise répartition des richesses créées.

Voilà bien le grand absent du débat : jamais le travail n'aura créé autant de richesses. Mais elles sont confisquées par la rentabilité toujours accrue exigée par les actionnaires. La réponse aux besoins sociaux passe par un autre partage.

La Cgt entend relever le défi du progrès social en agissant pour faire du travail, sa place dans la société, ses valeurs, son contenu et les droits des salariés une priorité capable de tirer toute l'économie.

- **Pour gagner plus**, la Cgt propose l'augmentation du Smic à 1 500 euros brut dès le 1er juillet 2007, une augmentation de tous les salaires par la reconnaissance des qualifications et la refonte des grilles de rémunérations, l'égalité salariale entre les femmes et les hommes.

- **Pour travailler mieux, toutes et tous**, la Cgt propose :

le droit à un travail digne et reconnu par la résorption de la précarité et du chômage, la possibilité offerte aux salariés précaires et à temps partiel imposé d'obtenir un CDI à temps plein ;

de préserver et de développer l'emploi industriel et l'emploi public, une condition indispensable pour la croissance, le plein emploi et la réponse aux besoins sociaux.

Pour protéger les salariés, reconnaître le travail et promouvoir la santé, la Cgt propose :

la mise en place d'une sécurité sociale professionnelle garantissant la pérennité du contrat de travail en cas de perte d'emploi. Elle constituerait un des volets du nouveau statut du travail salarié qui accorderait des droits garantis collectivement, attachés à la personne, opposables à tout employeur et transférables d'une entreprise à l'autre ;

que le travail, ses valeurs, sa place et son rôle soient reconnus comme un droit, un élément de construction de soi et de développement de la société. Cette ambition impose non de travailler plus mais mieux et autrement ;

d'intervenir sur son travail et son environnement, sur les modes d'organisation, de contrôle et de prévention conditionnant sa santé et donc sa vie ;

de développer les services publics permettant l'effectivité des droits fondamentaux (logement, santé, éducation, culture, énergie...) et l'égalité de traitement des usagers sur tout le territoire tant sur l'offre, la qualité que sur le tarif des services rendus ;

le droit à la retraite pour tous dès 60 ans, avec les moyens de vivre dignement et des départs anticipés possibles, dans le privé comme dans le public, pour prendre en compte la pénibilité du travail et les longues carrières.

Pour une réelle démocratie sociale, la Cgt propose cinq mesures indissociables :

face à un patronat organisé, reconnaître les syndicats comme seules organisations aptes à représenter les salariés dans le dialogue social ;

pouvoir élire des représentants du personnel dans toute entreprise, quelle que soit sa taille ;

exiger la validation de tout accord par la signature de syndicats représentant la majorité des salariés concernés ;

garantir le droit de grève dans les entreprises privées et publiques, grandes ou petites, comme moyen d'expression démocratique ;

permettre aux salariés et à leurs représentants, par des droits nouveaux, d'intervenir dans la gestion, d'anticiper des mutations économiques dans les grandes comme dans les petites entreprises.

La démocratie ne se réduit pas à l'expression citoyenne à l'occasion d'une élection politique. Elle implique que les grandes décisions économiques et sociales soient soumises à concertation et négociation. Pour que les revendications des salariés, des chômeurs et des retraités soient prises en compte, il est nécessaire de renforcer le syndicalisme et son unité. Ce sont des éléments déterminants pour mieux répondre aux attentes exprimées.

L'avenir ne se fera pas sans les salariés et sans un syndicalisme reconnu, écouté et renforcé, sans un syndicalisme plus uni.

Près de 20 000 salariés ont décidé de rompre l'isolement et ont fait le choix de se syndiquer à la Cgt depuis le début de l'année. Elles et ils ont décidé de se donner les moyens de constituer une force collective solidaire pour défendre leurs intérêts, leurs droits et en gagner de nouveaux.

Relevons ensemble le défi du progrès social !

Montreuil le 10 mai 2007